



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

### FINANCES 1.6

N° : 2024-10-47

Nombre de membres composant  
le Conseil Municipal : 33  
Membres en exercice : 32

### L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE DIX-HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

#### Date de convocation :

12 octobre 2024

#### Date d'affichage :

12 octobre 2024

#### VOTE :

Pour : 19  
JM. GENESTIER  
C. RATEAU  
M. CHARNI  
MT. CORDONNIER  
D. GERVAIS  
S. BEAUFREMEZ  
A. SONRIER  
M. BARRIERE  
M. LAMBLIN (Pvr B. CACACE)  
G. MINELLI  
N. REDON  
S. EGOUNLETI  
T. VAUTRIN  
S. CAUDRON (Pvr S. BEAUFREMEZ)  
J. PAIGNON  
O. BELLATON  
M. ROUBY  
B. CACACE  
D. BELOT

Abstention : 13  
N. RIBEMONT  
A. ACOCA  
P. BIZOUERNE  
N. CUADRADO  
P. DJOSSOUVI  
S. LADISA (Pvr C. RAOULT)  
M. NUGUES  
D. PEREIRA (Pvr L. TCHARLAIAN)  
C. RAOULT  
N. RONDEPIERRE  
N. SULPIS  
L. TCHARLAIAN  
PM. SALLE

Contre : 0

**Présents** : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

**Absents et représentés** : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

#### Objet :

**FETES ET CEREMONIES : DEPENSES A IMPUTER AU  
COMPTE 6232**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

Selon le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales exigées par le Comptable à l'appui des mandats de paiement émis pour le règlement des dépenses publiques, il est désormais demandé aux collectivités territoriales de préciser les principales caractéristiques des dépenses à reprendre au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies »,

Accusé de réception en préfecture  
Date de réception préfecture : 28/10/2024

conformément aux instructions réglementaires et aux dispositions comptables propres à cet article budgétaire.

Le compte 6232 « Fêtes et Cérémonies » servant à imputer les dépenses relatives aux Fêtes et aux Cérémonies revêt un caractère imprécis du fait de la grande diversité de dépenses que génère cette activité. Cette délibération permettra de justifier et de préciser auprès du Comptable public de l'utilisation des fonds publics par la Ville du Raincy

Il est donc proposé au Conseil Municipal de prendre en charge au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies » les dépenses engagées dans le cadre d'événements organisés par la Ville.

D'une manière générale, c'est l'ensemble des biens, services, objets et denrées divers ayant trait aux seules fêtes ou cérémonies nationales et locales qui sont imputés au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies ».

Les événements concernés sont les cérémonies patriotiques notamment du 8 mai, du 11 novembre, les cérémonies organisées autour de l'anniversaire de la Libération du Raincy, la journée nationale du souvenir, la fête nationale, les fêtes de quartier, les vœux du Maire, la journée européenne du Patrimoine, les rendez-vous aux jardins, le concours des jardins et balcons fleuris, les inaugurations, les cérémonies de félicitation aux diplômés, la cérémonie d'accueil des nouveaux raincéens, le salon des associations, la journée de l'arbre, les lots remis lors des 10 kilomètres du Raincy, les événements liés aux jumelages ainsi que les événements organisés avec le Conseil Municipal des Enfants et les cérémonies organisées dans le cadre des relations entre la Ville et les écoles.

Hors cadre des dépenses affectées au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies », les frais de réception seront imputés au compte 6234 « Réceptions » à l'exception des frais de repas d'affaires et de mission qui, ne pouvant être rattachés à une réception organisée par la Ville, seront imputés au compte 6238 « Divers ».

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le décret n°2022-505 du 23 mars 2022 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales, des établissements publics locaux et des établissements publics de santé,  
**VU** l'avis favorable de la Commission Vie municipale du 9 octobre 2024,  
**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de détailler les principales caractéristiques des dépenses à mandater au compte 6232 « Fêtes et cérémonies »,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE, DE :**

**ARTICLE 1 : AUTORISER** l'affectation des dépenses reprises ci-après dans la limite des crédits alloués :  
Les événements concernés sont les cérémonies patriotiques notamment du 8 mai, du 11 novembre, les cérémonies organisées autour de l'anniversaire de la Libération du Raincy, la journée nationale du souvenir, la fête nationale, les fêtes de quartier, les vœux du Maire, la journée européenne du Patrimoine, les rendez-vous aux jardins, le concours des jardins et balcons fleuris, les inaugurations, les cérémonies de félicitation aux diplômés, la cérémonie d'accueil des nouveaux raincéens, le salon des associations, la journée de l'arbre, les lots remis lors des 10 kilomètres du Raincy, les événements liés aux jumelages ainsi que les événements organisés avec le Conseil Municipal des Enfants et les cérémonies organisées dans le cadre des relations entre la Ville et les écoles

**ARTICLE 2 : AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

**ARTICLE 3 : DIRE** qu'ampliation de la présente délibération sera adressée au Préfet et au Comptable Public.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

  
**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



*La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.*